

L'hon. M. Drury: Monsieur le président, je dois avouer que je deviens un peu impatient. L'honorable représentant a percé les intentions du ministre des Pêches et des Forêts et il a également percé les miennes pour, comme d'habitude, en tirer une conclusion fautive avec des insinuations plutôt déplaisantes tout au long de ses propos.

En réalité, on m'informe que le ministre des Pêches et des Forêts—et je ne lui ai pas parlé, ni ne prétends lire ses pensées—a appris l'intention de continuer aujourd'hui l'examen de ce bill. Il était à Vancouver. Lorsqu'il a reçu la communication par téléphone, il s'est employé à tenter de prendre des arrangements pour rentrer ici. Ce matin, il n'était pas arrivé, et le fait que l'honorable représentant possède un horaire semblable au mien et parce qu'il ne pouvait revenir de Vancouver à Ottawa en temps, le député postule que l'intention était de suivre l'horaire tel qu'il est présenté. A mon avis, sa logique et son motif sont faux. Je propose que nous pourrions peut-être réserver cet article.

M. Howard (Skeena): A 10h. 45 hier soir, heure de Vancouver, ce qui fait 2h. 45 du matin à Ottawa, et à 10h. 50, deux avions d'Air Canada quittaient Vancouver en direction d'Ottawa; le ministre aurait donc pu arriver ici ce matin, en première ou en classe économique, à temps pour se préparer pour le débat actuel et décommander son programme pour le parti libéral à Biggar en Saskatchewan. Voilà aussi qui est vrai et qui n'a rien à voir avec des insinuations, de la calomnie ou quoi que ce soit d'autre. Je dis simplement, et déclare carrément que, quant au ministre, au président du Conseil du Trésor et au gouvernement, le parti libéral à Biggar est plus important que le bien-être de la population tout entière pour ce qui est des questions de l'environnement.

Des voix: Oh, oh!

M. Harding: Monsieur l'Orateur, j'aimerais relever un point soulevé par le président du Conseil du Trésor au sujet de l'amendement à l'étude. Il a signalé, en réponse aux deux orateurs précédents, qu'en ajoutant le mot «national» on limiterait les objectifs. Je tiens à dire sans ambages que j'essaie précisément de limiter la multiplicité des normes qui existent au Canada. Voilà pourquoi je veux qu'on établisse des normes nationales. Je veux que le président du Conseil du Trésor le comprenne bien. C'est exactement ce que j'essaie de faire par cet amendement.

Nous essayons d'établir un ensemble de normes au Canada, de façon que les provinces ou les zones de gestion qualitative des eaux ne suivent pas une foule de normes différentes aboutissant à la création de havres de pollution. Nous en avons assez de la situation actuelle, où l'on donne aux provinces et aux zones de gestion qualitative des eaux le pouvoir de fixer des normes différentes dans des régions différentes du Canada. Tant que nous aurons ce genre de dispositions dans nos lois, nous continuerons d'avoir des ennuis avec la cause fondamentale du problème. Si nous voulons arrêter la pollution au pays, nous devons établir des normes nationales et faire savoir à l'industrie, au public et aux gouvernements que ce sont là les normes et que nous ne tolérerons pas qu'on les enfreigne. Voilà pourquoi nous proposons cet amendement.

[M. Howard (Skeena).]

Selon le ministre, il serait bon d'avoir un grand nombre d'objectifs. Pour l'amour du ciel, la pagaille a régné pendant des années et c'est pourquoi nous sommes en difficulté à présent. C'est la raison pour laquelle il va falloir dépenser des milliards de dollars pour remettre tout en ordre. Faisons savoir clairement que nous allons avoir des critères et des normes nationales qui nous permettront de contrôler la pollution sur le plan national aussi bien que provincial. Le public demande au gouvernement fédéral de fixer une ligne de conduite et nous ne répondons pas à son attente. Il nous voit seulement tourner autour du pot à qui mieux mieux à propos de ce bill et d'autres bills, pour ce qui est de fixer des normes et de tout le reste. Il serait temps que les défenseurs de l'environnement et le public canadien s'en rendent compte. Je tiens à faire remarquer que la réponse du ministre n'est absolument pas satisfaisante.

M. Comeau: Monsieur le président, cet article est-il réservé, oui ou non?

M. le président: Il n'y a pas eu accord sur la réservation de cet article.

M. McGrath: Monsieur le président, j'en appelle au Règlement. Je croyais que le président du Conseil du Trésor avait laissé entendre qu'il était prêt à réserver cette partie du bill et passer à la Partie III. C'est ce que j'ai cru comprendre.

L'hon. M. Drury: Monsieur le président, je crois que le député de Skeena a déclaré qu'il n'était pas prêt à la réserver.

M. Comeau: Je serai bref à ce sujet, mais je souhaiterais vivement que le ministre des Pêches et des Forêts fût présent. Voilà pourquoi je voudrais que l'article soit réservé. Ce genre d'amendement a été proposé lorsque nous avons débattu la loi sur les ressources en eau du Canada, l'an dernier. Le NPD et notre parti ont proposé des amendements du genre proposé maintenant et prévoyant des normes nationales, mais ils ont été rejetés. A la page 2830 du Hansard du 27 janvier 1971, il y a deux semaines, le ministre des Pêches et des Forêts a fait la déclaration ci-après. Peut-être le secrétaire parlementaire pourrait-il répondre à ma question. Le ministre a déclaré:

Je m'oppose à des normes différentes d'un endroit à l'autre. Je ne veux pas de havres de pollution, ni de grosses industries qui harcèlent nos provinces et nos municipalités les plus faibles.

● (3.10 p.m.)

Le ministre explique alors ce qu'il signifie par là. Puis il pose la question suivante:

Pourquoi donc courir le risque de tout perdre quand des normes nationales uniformes peuvent nous assurer toute la protection voulue?

Le député de Renfrew fait preuve d'hypocrisie là-dessus. Il va voter contre l'amendement malgré les paroles du ministre des Pêches et des Forêts. C'est précisément ce à quoi vise le ministre des Pêches dans le cadre de la mesure; je le répète, ce sont là ses paroles:

Pourquoi donc courir le risque de tout perdre quand des normes nationales uniformes peuvent nous assurer toute la protection voulue?

Comment expliquez-vous que le gouvernement refuse cet amendement-ci?